

# Service public c'est la République

publique: ne pouvant plus compter sur les services publics ni sur leurs conseils en toute neutralité ou leurs partenariats techniques et administratifs, les décideurs publics n'ont d'autre possibilité que de se tourner vers des sociétés privées, en sachant très bien que les abus de position dominante déjà rencontrés et dénoncés sur l'alimentation en eau potable, l'assainissement, l'éclairage public, l'énergie, la collecte et le traitement des déchets, par exemple, se généraliseront à tous leurs nouveaux domaines de compétence. La prévention et la gestion des risques (inondations, pollutions, risques industriels, etc.) ou la sécurité des consommateurs sont durement touchées. La désertification départementale des services publics est responsable d'une aggravation des conséquences dramatiques des catastrophes de 2010 (tempêtes, inondations, crues). Partout, on assiste à des fermetures d'hôpitaux, de maternités, de classes, d'écoles, de tribunaux, de bases militaires, etc.

## Le gouvernement avance masqué, les fonctionnaires et les usagers souffrent

Le débat sur les besoins et les missions des services publics, ainsi que sur les ressources fiscales nécessaires n'a jamais eu lieu. Le chef de l'État s'y était pourtant engagé en août 2007, à la suite de la demande de Force Ouvrière. Il ne l'a jamais organisé. Pour le gouvernement, il ne s'agit que de réduire la dépense publique pour donner des gages aux marchés financiers et au dogme ultralibéral en détruisant les services et les emplois publics. Peu importe la destruction des services, des emplois publics et des femmes et des hommes au final! FO chiffre à 500 000 le nombre d'emplois publics supprimés entre 2007 et 2013 du fait des diverses réformes précitées: un véritable plan de destruction, en pleine crise de l'emploi et alors que les besoins publics des citoyens n'ont jamais été aussi forts.

Le 16 novembre 2010, FO a organisé une conférence nationale afin de valoriser les services publics en réunissant 500 agents de la fonction publique. Leurs témoignages ont démontré que ces réformes cassent les principes, les valeurs et les fondements de la République.

Dans une période où tous les services publics subissent des restructurations et des suppressions de

postes, de moyens et d'effectifs, la brutalité incroyable et la rapidité démesurée des réorganisations, des délocalisations, des changements de postes imposés déstabilisent les personnels publics.

Les réorganisations en cours, les mobilités et reconversions imposées, la mise en place d'un licenciement pour les fonctionnaires, le gel des rémunérations, l'individualisation à outrance (rémunérations au mérite et à la performance; notion de «productivité» imposée à l'exercice des missions publiques; mise en place d'un «intéressement» individuel et collectif; compétition entre agents et entre services; etc), ou encore la pression hiérarchique et le stress ainsi générés constituent des facteurs aggravants à cette perte de sens généralisée de leurs actions publiques. En conséquence immédiate, les drames humains (maladies, stress, dépressions, accidents, suicides) ne cessent d'augmenter dans tous les services publics.

Toutes ces mesures détruisent les valeurs intrinsèques de l'engagement des agents publics, le fonctionnement en réseau et en équipe, et font baisser la confiance dans les fondements de la République.

## Résister est une obligation républicaine et sociale

À l'inverse, FO défend et promeut le service public permettant l'organisation collective de la satisfaction des besoins sociaux. Les valeurs républicaines d'égalité, de liberté, de fraternité, de laïcité impliquent que la fonction

### Les fraudeurs favorables à la RGPP

*Le système d'immatriculation des véhicules (SIV), entré en vigueur en avril 2009, entraîne un allongement des délais et l'instauration de nouveaux coûts pour les acheteurs de véhicules neufs ou d'occasion dans le cadre de la procédure d'immatriculation réalisée par les professionnels (privés) ou sur internet (cartes grises et cartes d'immatriculation). En plus des coûts supplémentaires, pouvant dépasser 50 euros, toute la sécurité nécessaire à la délivrance de titres est balayée. Il a ainsi été constaté en 2011 la délivrance par des sociétés privées, ne contrôlant pas comme le fait la préfecture, de cartes grises aux informations complètement erronées (fausse adresse, fausse identité du propriétaire, remise en circulation de voitures volées ou au passé douteux, etc.).*

# Le service public c'est la République

publique et ses personnels ne soient pas soumis à des pressions politiques ou mercantiles, à des lobbies, ni à des intérêts contraires à l'intérêt général. Les valeurs de neutralité, d'impartialité et d'indépendance dans une fonction publique de carrière se révèlent donc essentielles.

Contrairement à ce que d'autres (politiques, économistes, certaines organisations syndicales) affirment, les missions publiques ne peuvent être correctement menées par le secteur privé. Au-delà du coût induit pour les usagers et des inégalités que cela génère, les valeurs précédemment citées sont indissociables d'une action publique républicaine.

Si le service public fonctionne encore aujourd'hui, le mérite en revient aux fonctionnaires et aux agents publics, qui n'hésitent pas à continuer de s'investir selon leur engagement moral et professionnel pour ses valeurs, malgré les multiples attaques précitées et une réelle souffrance au travail pour beaucoup d'entre eux. Ils ont raison d'être fiers de leurs actions, de leurs missions, de leurs valeurs.

Force Ouvrière appelle tous les fonctionnaires et agents publics, ainsi que les usagers, à résister contre ces différentes mesures et contre la mise en œuvre de cette «République low cost» que ces réformes organisent.

## Les premiers résultats déjà obtenus

Les multiples actions engagées par les militants et syndicats FO dans les services publics ont permis de faire reculer le gouvernement sur de nombreux points: maintien de postes publics, améliorations statutaires, maintien de services ou d'implantations territoriales qui devaient disparaître, délocalisations ou mutualisations annulées, mesures RGPP supprimées ou gelées, etc.

Force Ouvrière combat cette destruction sciemment organisée de l'action publique pour en privatiser les missions.

Avec tous les personnels, Force Ouvrière se mobilise tous les jours dans ce combat pour le service public et dans cette valorisation des services publics. Avec ses syndicats, Force Ouvrière s'engage sur ces valeurs et ces principes dans le cadre de toutes les élections professionnelles dans la fonction publique et en particulier celle du 20 octobre 2011.

Plus que jamais, défendre et promouvoir le service public, c'est défendre la République.

**Jean-Claude Mailly**

Secrétaire général de Force Ouvrière

## Même la sécurité des usagers est en péril

*En 2009, le secrétaire d'État aux Transports a écrit aux préfets pour qu'ils incitent les communes et les conseils généraux à diagnostiquer tous les passages à niveau croisant les routes dont ils sont gestionnaires. Cette démarche traduisait une volonté de réduire les risques d'accidents, à la suite de la collision qui avait eu lieu à Allinges le 2 juin 2008 entre un TER et un car scolaire, où sept adolescents avaient trouvé la mort.*

*Une grille de diagnostic, réalisée par un service technique central de l'État (actuellement démantelé du fait d'une délocalisation) leur a été fournie, mais sans technicien pour la remplir, les communes ne peuvent pas l'utiliser efficacement.*

*Ces communes se tournent donc vers le préfet et les Directions départementales des territoires (DDT), qui doivent, de par une loi de 2001, leur apporter une assistance technique via l'ATESAT (Assistance technique de l'État pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire).*

*Or, du fait des réductions d'effectifs directement issues de la RGPP, la majorité des DDT n'est plus en mesure d'assurer cette mission.*

**L'État fait donc le choix de sacrifier sciemment la sécurité pour des économies d'effectifs, et fait preuve d'une hypocrisie certaine en rejetant la responsabilité de ces diagnostics sur les communes.**

**FO**  
la force syndicale  
[www.force-ouvriere.fr](http://www.force-ouvriere.fr)